

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 617 26 mai 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

THERESE DE LISIEUX : « Je compris que l'amour renfermait toutes les vocations, que l'amour était tout, qu'il embrassait tous les temps et tous les lieux... en un mot qu'il est éternel »

EDITO

LA TERREUR ECOLOGIQUE

La caisse des dépôts et consignations qui nous a déjà ruiné par beaucoup d'investissements hasardeux se lance à nouveau dans une entreprise très douteuse. Elle va réhabiliter 357 ha d'une ancienne exploitation arboricole pour rétablir le terrain comme il était avant l'implantation des arbres. L'objectif est « d'effacer les cicatrices de l'arboriculture intensive pratiquée dans les années 1980 et de faire renaître la steppe rase, unique en Europe et repère d'espèces rares du début du siècle ».

Cela conduit à une nouvelle ambition écologique.

Il faudrait en quelque sorte, lorsque l'on a un projet changeant la nature s'engager à rétablir les choses dans leur état initial à la fin du projet : c'est donc l'immobilisme assuré et la négation de toute ambition de nouveaux projets.

Les mêmes voudraient faire des calculs de la biodiversité et de sa valeur. C'est ainsi que sur le marché les prairies valent plus que les forêts. Si l'on intègre la prétendue valeur de la forêt sous l'angle de la biodiversité, les valeurs devraient s'inverser.

Dans un autre registre, le prétendu réchauffement climatique est une des multiples formes de cette terreur écologique.

Au nom de la chimère la Commission européenne s'engage dans un plan dénommé « climat énergie » et ceci à la demande des écologistes et des verts. Elle veut développer des agros carburants qui vont détruire la vie biologique des sols à coups d'engrais de pesticides et d'irrigation. Cela va déforester l'Indonésie, l'Afrique et le Brésil détruisant les pièges à CO2 et augmentant le réchauffement contre lesquels on prétend lutter et cela compromettra la nourriture de 40 peuples réduits à la mendicité alimentaire.

Nous avons déjà dit que les écolos affamaient. Ces pratiques s'apparentent à des crimes contre l'humanité.

M.P.

[ici](#)

DU NEUF ET DU DEJA VU

BILL CLINTON

Bill Clinton vient de faire un voyage à Paris. Dans une déclaration à la presse le 20 mai ils s'engagent résolument pour la propagation du sida tout en laissant entendre le contraire. En effet, selon la propagande officielle et contrairement à toutes les déclarations des scientifiques les plus réputés, il encourage la pratique du préservatif ; il est vrai qu'une telle contrevérité ne doit pas le gêner tant son passé tumultueux.

LA GUERRE CIVILE

Le « matamore couché » continue à dire sur toutes les ondes sur tous les tons qu'il va faire régner l'ordre républicain. Ce faisant, il laisse l'anarchie s'installer partout. Maintenant des policiers sont attaqués par des armes de guerre sans pouvoir riposter. Il est vrai que les universités recommencent à tourner mais ce n'est pas du tout parce que le pouvoir les aurait repris en main, c'est simplement qu'il a capitulé devant toutes les revendications.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

PHILIPPE VAL

Ce nom n'est connu que des lecteurs de Charlie hebdo, le journal nauséabond, dont ce Monsieur était jusque-là directeur. Il se trouve qu'un de nos lecteurs le connaît ; il nous écrit qu'il a tout pour plaire à Monsieur Sarkozy : il est contre la famille, contre le catholicisme, contre l'ordre naturel des choses et pour la révolution permanente. C'est pour cela sans doute qu'il a été nommé à la direction des programmes de France Inter qui est une radio d'État.

Qui se ressemble s'assemble : on murmure que c'est grâce à Madame Sarkozy, l'actuelle, qu'il doit cette promotion.

LES FAUX EMPLOIS

Nous avons souvent parlé des emplois fictifs qui alourdissent l'économie française d'une façon absolument dramatique. Une lectrice nous signale que le pôle emploi qui vient de démarrer fonctionne très mal avec beaucoup de retard et de difficultés. C'est une chance car de ce fait il lance une campagne de recrutement pour avoir 10 840 postes de conseillers en plus dont un millier en C. D. I..

Admirer la puissance de l'idéologie : « les candidats intéressés sont invités à déposer leurs CV sur le site de pôle emploi et à passer des tests d'habilité anonymement ». Que vaut un collaborateur que l'on recrute sans avoir vu d'abord son visage ?

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 25 MAI 2009

UNION POUR LA MEDITERRANEE, EUROPE BIS

Un des principes de la « République Fromagère (R.F.) », telle que je les ai défini, est le suivant : « les organismes publics ne meurent jamais, car ils sont éternels ». Quand, pour des raisons diverses, ils ont perdu leur raison d'être ils pourraient être supprimés ou réduits à la dimension de simples bureaux. Il n'en n'est pas question : la majorité du temps et du talent de leur direction est alors utilisée pour le maintien de la structure, avec, le cas échéant, la recherche de nouvelles tâches à assumer. L'une des raisons de cette fantastique et, disons-le, insupportable longévité se situe dans un autre principe que voici : « Les organismes publics tendent par une pente irrésistible à fonctionner de plus en plus dans l'intérêt exclusif de leur personnel, indépendamment de tout autre objectif se rattachant au bien commun ».

L'Union pour la Méditerranée (UPM) est une sorte d'Europe-bis que l'on a voulu nous imposer. Personne n'avait besoin, ni en Méditerranée ni ailleurs, de ce nouveau monstre administratif et juridique dont le coup d'envoi a été donné d'une façon solennelle et légèrement burlesque le 14 juillet 2008. Nous souffrons déjà gravement de l'Europe qui marche d'une façon tout à fait boiteuse et chaotique : le désordre est inimaginable avec ses 27 participants dans le cadre d'un budget rejeté avec mépris par la Cour des comptes européenne elle-même ; la corruption s'exerce partout et les dépenses sont absolument gigantesques, inutiles et toujours somptuaires.

Un autre organisme a donc été installé à côté avec la perspective de son propre désordre et les mêmes effets probables. Ce n'était qu'une mauvaise copie du monstre européen. Les pays membres de la Communauté Européenne souffrent de la tornade de règlements produite à longueur de journée par la « bourreaucratie » européenne et une autre tornade enchevêtrée et nécessairement contradictoire avec celle-ci était promise grâce à l'UPM.

Selon la tradition politico-administrative immémoriale, des comités inter-unions seraient

nécessaires pour essayer de coordonner l'ensemble avec, qui sait, des échanges d'Ambassadeurs entre les deux structures.

Ajoutons que dans la nouvelle Union il était prévu d'intégrer certains pays qui n'ont rien à voir avec la Méditerranée, comme l'Allemagne !

La stupeur a saisi toutes les diplomaties quand le projet fut lancé par le Président français, comme un prestidigitateur sort un bel oiseau de son chapeau. Tout aurait pu s'arrêter très vite, mais, bien au contraire, le bel oiseau a pris son envol. Il était permis de se demander, il y a un an, comment un projet aussi ridicule et dont personne n'avait vraiment besoin avait pu prendre son envol.

Un autre principe de la R.F. arrive, pour expliquer le phénomène, celui des organismes : « Le foisonnement des organismes avec la création perpétuelle d'organismes inutiles est une des voies privilégiées qu'utilisent les prédateurs étatiques pour leur propre gloire et leur propre richesse ». La dictature mondiale en voie de constitution au détriment des nations s'alimente largement à ce principe : cette dictature est exercée par des organismes multiples qui poussent sans s'arrêter à la création d'autres organismes.

C'est pour cela que, le premier moment de stupeur étant passé, un grand nombre d'Etats se sont embarqués dans le projet avec des efforts pour y être acceptés, tel justement l'Allemagne. Chacun caressait du coin de l'œil la promesse de nouvelles et magnifiques fonctions. Ce début de succès n'était, donc, pas du tout redevable à un prétendu talent diplomatique de l'actuel Président porté au nues par les médias ; il venait tout simplement du jeu combiné des principes de la « République Fromagère ».

Mais, patatras, la crise s'est abattue sur le mirifique projet et le voici en sommeil. Quatorze somptueuses conférences étaient prévues en 2009 ; elles ont été annulées et le Comité du sommet ne s'est plus réuni depuis déjà longtemps.

Mais le cadavre bouge encore et il est bien vivant. Voici certaines des dernières nouvelles.

La France, qui n'a plus un sou vaillant, vient de créer un Conseil Culturel de l'Union pour la Méditerranée et la Présidence a été confiée à Renaud Muselier, député de Marseille et ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Un Conseil qui n'est pourtant pas un Haut Conseil ne saurait, certes, pas fonctionner sans un Comité stratégique : c'est bien lancé et déjà d'éminents personnages garnissent ce comité stratégique. Le cadavre a donc accouché d'un premier organisme ; aussitôt celui-ci en secrète un autre !

La ministre de la culture ne sert donc à rien puisqu'un conseil spécial pour la Méditerranée est nécessaire ; en fait, nous savons que ce ministère de la culture est aussi un orfèvre dans la profusion des organismes inutiles. Y a-t-il dans ce marécage une histoire de parachute doré, le dit Muselier ayant acquis dans le grand bazar de la R.F. un droit à un parachute doré qui n'aurait pas été satisfait ? Nous ne le saurons jamais, n'étant pas invité aux multiples négociations qui se concluent dans des cabinets secrets avec notre argent.

Quelqu'un cependant doit se réjouir ; Monsieur Jean-Louis Guigou, le mari d'Élisabeth Guigou, qui est délégué général de l'Institut de prospective économique pour le monde méditerranéen ! Eh oui, ce machin existe et le réveil du cadavre ne peut que le consolider.

Pour justifier l'impensable Europe-bis, les phrases solennelles n'avaient pas manqué à l'époque. Un des quelconques parrains (dans tous les sens du terme) avait dit sans rire : « L'avenir de l'Europe est vers le sud ». D'autres avaient renchéri : « le Président a réussi une opération historique » et, encore : « L'UPM, c'est précisément une volonté d'égalité entre le nord et le sud ».

Monsieur Muselier pour saluer discrètement sa promotion a dit « La réussite de l'union pour la Méditerranée passe par la culture ». Quant à François Fillon : « La mission de ce Conseil culturel sera de donner corps et de la visibilité à une Méditerranée qui parle d'une seule voix, mais dans toutes ses langues, ses civilisations et ses spiritualités ». Une seule voix dans toutes les langues : nous voici dans la tour de Babel.

Cela nous conduit tout droit à un autre principe de la R.F. qui s'énonce ainsi : « Les usines sont impitoyablement chassées hors de France par les impôts et charges ; en revanche la production de phrases idiotes se poursuit intramuros sans jamais ralentir ».

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES
(CLE)**

(Association de la loi de 1901)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

C O M M U N I Q U É

**Nous avons l'honneur de vous inviter
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

LE MARDI 2 JUIN 2009 À 19 HEURES

**DANS LA SALLE DE L'ASIEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007
PARIS (METROS SÈVRES-LECOURBE ET SEGUR).**

S.A.R. LE PRINCE CHARLES-EMMANUEL DE BOURBON

ET DE PARME

Traitera le sujet suivant

OU EN EST LA FAMILLE AUJOURD'HUI ?

**Le Président,
Michel de PONCINS**

Participation aux frais : 10€; adhérents de CLE, entrée gratuite.

[ici](#)

REVUE DE PRESSE

Bernard Antony, président de l'Institut du Pays Libre, communique :

UN SUÉDOIS TURQUIFIÉ !

Alors que la Suède va succéder à la Tchéquie à la présidence de l'Union Européenne, dans le Figaro de ce jour le ministre suédois des Affaires Etrangères, Carl Bildt, déclare : « L'Europe a un intérêt stratégique de premier ordre à ce que la Turquie s'oriente vers elle. Si nous fermions la porte à la Turquie, nous encouragerions les tendances nationalistes dans une autre direction... »

Bel aveu en vérité ! Car indubitablement, les tendances nationalistes turques se tournent vers l'Union Européenne perçue aussi bien par les islamistes au pouvoir que par les kémalistes comme une chance pour le retour de la puissance ottomane en Europe après le reflux des XIX° ET XX° siècles. Cela ne détourne pas pour autant la Turquie de tout ce qui la relie à l'ensemble des peuples d'identité turque jusqu'au Turkestan chinois.

A l'appui de son énormité, Carl Bildt profère encore ceci : « Si nous estimons que Chypre est en Europe alors que c'est une île au large de la Syrie, il est difficile de ne pas considérer que la Turquie est en Europe ». (SIC)

On ne peut qu'être suffoqué devant pareille affirmation de débilité culturelle, géopolitique et civilisationnelle. Car Chypre est avant tout, depuis la plus haute antiquité une île grecque et depuis les premiers siècles de notre ère, une île chrétienne. Hélas aujourd'hui à moitié occupée militairement par la Turquie. Faudrait-il donc, sous le prétexte qu'elles sont au large de la Turquie, et même tout près, que les dizaines d'îles grecques de la mer ionienne soient considérées comme asiatiques et sous le prétexte qu'elle est au large de la Libye que la Crête soit considérée comme africaine ?

Et au demeurant, la question n'est-elle pas plus celle de l'appartenance civilisationnelle que celle de la qualification de rattachement continental ?

Avec un suédois de cette trempe intellectuelle et culturelle aux Affaires Étrangères de l'Europe, les dirigeants turcs ont de quoi se réjouir. Ce n'est pas celui-ci qui s'opposera à la nouvelle expansion ottomane, bien douce, bien tranquille et bien efficace.

Bernard Antony

70, Bd Saint-Germain
75005 Paris
01 40 46 96 31

USA EXTREME DROITE

La politique aux États-Unis a à peu près échappé à la fausse accusation d'extrême droite qui a fait florès dans toute l'Europe : il n'existait de parti s'exposant à cette terrifiante accusation.

Cela va changer.

Désinformation hebdo nous parle d'une dame qui est ministre de l'intérieur des États-Unis depuis le 20 janvier : Janet Napolitano. Dans un rapport d'avril 2009 de ses services sur « l'extrême droite » sont énoncés les critères qui permettent de cerner l'extrémisme potentiel.

Nous citons parce que cela en vaut la peine ; l'extrémiste potentiel « s'oppose à l'immigration, s'oppose à la politique du président matière d'immigration, de citoyenneté, d'expansion des programmes sociaux, s'oppose à la poursuite des accords de libre-échange, s'oppose au mariage des personnes de même sexe, s'oppose au gouvernement mondial, craint les régimes communistes, est perturbé par les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier au profit de la Chine de l'Inde, s'oppose à des restrictions sur les armes à feu, s'oppose à l'avortement, démontre de la paranoïa face aux régimes étrangers, déplore le déclin du statut des États-Unis dans le monde »

Ce texte est intéressant car il apporte la preuve que quand il n'y a pas d'extrême-droite ou de supposée telle il faut pour l'intérêt des politiciens l'inventer de toutes pièces.

C'est aussi un bon résumé de la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.) qui règne sur le monde par ONU interposée.

BREVES ET LONGUES

LE COUT DE L'EUROPE

En ce temps d'élections européennes il faut reparler du coût de l'Europe qui est extravagant. Des chiffres de toutes sortes circulent d'autant plus qu'il faut ajouter au coût intrinsèque de l'Europe les coûts qu'occasionne l'Europe à l'intérieur de la France : chaque ministère à un grand nombre de fonctionnaires se consacrant à l'Europe et de même chaque région chaque département, chaque entreprise, etc.

Ce que l'on sait moins c'est le nombre de fonctionnaires : l'Union européenne comporte 40 000 fonctionnaires, c'est-à-dire plus que le gouvernement fédéral allemand ; ces fonctionnaires perçoivent entre 2300 et 16 000 € par mois exonérés d'impôt sur le revenu et accumulent des droits à la retraite absolument scandaleux.

Depuis 13 ans, la Cour des Comptes européenne, n'a certifié aucun budget Européen : « depuis des années, des montants significatifs de fonds européens sont dépensés irrégulièrement » affirme le rapport de 2007.

Le scandale est total.

[ici](#)

LA ROYAUTE FROMAGERE

Le monde entier rigole si l'on peut dire de ce qui se passe en Angleterre avec le scandale des notes de frais de tous les élus. Mais les gens qui rient dans les innombrables prétendue grandes démocraties vont peut-être bientôt passer aux pleurnicheries : ces notes de frais abusives sont le reflet de la République Fromagère que nous dénonçons pour la France et qui s'applique à peu près partout : en fait ces pratiques sont le fruit presque naturel des démocraties.

Donc d'innombrables élus britanniques ont été « pincés » l'un pour avoir fait financer sa piscine par les impôts, l'autre pour avoir fait financer les réparations de sa maison de campagne et d'autres leur femme de ménage au noir.

La conséquence de tout ce scandale est que le speaker de la chambre des communes va abandonner son poste ce qui ne s'était jamais vu depuis 300 ans. Cela a donné du travail à Sa Majesté la Reine qui n'en n'a pas beaucoup car pour une fois elle a pris position contre le scandale sans même en avoir parlé avant à son premier ministre.

LE CREDIT IMPOT RECHERCHE

Ce crédit d'impôt n'est qu'une petite partie de l'usine à gaz universel. Madame Valérie Pécresse en charge de la recherche vient de lancer une évaluation de son utilisation ; bien entendu elle crie victoire car 9500 entreprises en ont profité en 2007. Elle se garde bien d'indiquer le nombre d'entreprises qui ont été empêchées de chercher à cause de la complexité du système et de toutes façons elle ne les connaît pas puisque que justement elles ne se manifestent pas.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

LE PROFIT

GUILLAUMAT

[Le libéralisme n'est pas coupable](#)

Jan Krepelka, Le Temps, 8 mai 2009

En ces temps de crise, le libéralisme est accusé de tous les maux. En particulier, il lui est reproché de ne pas avoir posé de limites à «la recherche effrénée du profit», à «l'appât du gain», ou encore à la quête «d'argent facile». En somme, le libéralisme serait pleinement responsable du désordre économique régnant, et il faudrait y remédier par davantage de réglementation.

Ces reproches reposent cependant sur une conception erronée des notions dont il est question. Le libéralisme, tout d'abord, n'a jamais été équivalent au nihilisme ou à une promotion du désordre, ni à «laisser chacun faire ce qu'il veut». Le libéralisme n'implique en aucun cas l'absence de règles, mais au contraire un respect accru de principes universels. Le libéralisme est une philosophie du droit qui prône des règles bien précises: le respect du droit de propriété, et par conséquent l'interdiction de toutes les formes d'agression contre une personne ou ses biens, que ce soient les agressions physiques, le vol ou la fraude.

Le profit, ensuite, est souvent présenté comme l'apanage de capitalistes obtenant leurs revenus sans travailler ou en accaparant les richesses de façon illégitime. Mais ce point de vue part d'une mauvaise compréhension du profit. Le profit est avant tout une notion psychologique – si une personne troque un certain bien contre un autre, les deux personnes réalisent un profit, puisqu'elles sont plus satisfaites qu'auparavant, alors que la quantité de biens physiques n'a pas changé. En réalité, le profit doit être compris comme la différence

entre le coût d'opportunité, soit tout ce à quoi une personne renonce pour obtenir quelque chose, et la valeur subjective que ce quelque chose lui apporte.

Cette même volonté de diaboliser le profit se retrouve dans la glorification des «services publics», censés ne pas avoir le profit comme objectif et supposés dès lors mieux se concentrer sur d'autres buts, comme la qualité ou la densité du service. Cependant, cette opposition est fallacieuse, car elle repose sur une mauvaise compréhension de la notion de coût. En réalité, les coûts dépendent bien plus de la gestion humaine qu'il n'est généralement perçu, et ne se résument pas à des «prix objectifs» payés pour des matières premières par exemple. Ainsi, une entreprise publique peut très bien avoir des «coûts» importants, simplement parce qu'elle est mal gérée, et donc ne pas générer de profit. Même si des salaires excessifs, des bureaux somptueux, ou des privilèges particuliers peuvent être vus comme autant de «profits» pour ses dirigeants et ses employés.

Tout un chacun recherche donc toujours le profit, quel que soit le système économique dans lequel il se trouve. Dans une économie vraiment libérale, dans une économie de marché libre, la recherche du profit se fait en répondant au mieux aux besoins des autres et donc en accroissant leur niveau de vie: c'est ce qu'exprime la fameuse main invisible d'Adam Smith. Dans un système étatisé, en revanche, cette même recherche du profit passe par la corruption, la quête de privilèges et de faveurs, l'élimination légale de la concurrence, et mène au contraire à l'appauvrissement.

Ce n'est pas la recherche de profit en tant que telle qui cause des problèmes, mais des comportements irresponsables et frauduleux. La différence pertinente n'est donc pas entre les activités à but lucratif et les activités «désintéressées», ni entre «l'argent facile» et l'argent durement gagné, mais entre les activités qui respectent le droit de propriété et celles qui ne le respectent pas.

Quel que soit le système économique ou politique, il y aura toujours des personnes qui agissent de façon nuisible – un bon système ne consiste pas à partir du principe que ces comportements vont disparaître comme par magie, il consiste à mettre en place un cadre institutionnel qui va les décourager. Ainsi, dans un système véritablement libéral, des entreprises qui polluent ou qui mentent sur les dangers de leurs produits seraient condamnables – et pas seulement les entreprises en tant qu'entités juridiques, mais les dirigeants individuels qui ont pris des décisions les amenant à de la fraude ou à une atteinte délibérée à la santé d'autrui. Dans une économie étatisée, au contraire, ces entreprises et leurs dirigeants sont souvent protégés, surtout lorsque des «intérêts nationaux» sont en jeu. Au jeu politique, c'est bien la «loi du plus fort» qui règne: les grandes entreprises sont les plus à même d'obtenir des faveurs et des protections de l'Etat. Tout cela nous amène à la question: vivons-nous actuellement sous un bon système? En réalité, nous vivons dans des économies mixtes, bien souvent plus proches d'un capitalisme d'Etat que d'un véritable capitalisme libéral. Ceux qui se sont enrichis peuvent par conséquent y être parvenus soit par des moyens libéraux, c'est-à-dire en répondant au mieux aux besoins des consommateurs, soit par des moyens non libéraux, c'est-à-dire en profitant de privilèges, de monopoles, de subventions ou encore de protections légales de l'Etat. Cette confusion facilite d'autant plus l'amalgame entre profit et irresponsabilité. L'«appât du gain», le «capitalisme» ou la «recherche effrénée du profit» servent alors de boucs émissaires bien

commodes pour détourner l'attention des vrais problèmes – un système économique et politique étatisé et inefficace.

Face aux échecs des économies mixtes, plus de cohérence apparaît inévitablement comme la solution. C'est ce que l'on a pu observer dans le cas du plan de sauvetage d'UBS, par exemple: seule la gauche s'y est opposée, critiquant – dans une certaine mesure à juste titre – un système de «socialisation des pertes et privatisation des profits». Mais la solution est-elle du côté de plus de cohérence socialiste ou de plus de cohérence libérale? Les comparaisons internationales sont claires à ce sujet: ce sont les pays où le poids de l'Etat est le plus faible et les droits de propriété les mieux protégés qui s'en sortent le mieux. La solution se trouve du côté de davantage de liberté – qui va de pair avec responsabilité – et non du côté de davantage de réglementations.

Jan Krepelka, collaborateur scientifique à l'Institut Constant de Rebecque

USA

[Le suicide budgétaire des Etats-Unis d'Amérique](#)

Sébastien Castellion, *Metula News Agency* info # 012405/9, 24 mai 2009

Dans les relations internationales, la force de l'économie est un critère important de puissance ; mais elle n'est pas un critère suffisant. Si l'Union européenne était un pays, sa richesse serait déjà supérieure à celle de l'Amérique. Cela n'empêche pas l'Europe, qui n'a ni armée sérieuse ni objectifs diplomatiques cohérents, d'avoir une influence presque nulle sur les affaires du monde.

La première place économique des Etats-Unis est à peu près garantie pour, au moins, la première moitié de notre siècle. La richesse de l'Amérique représente près du triple de celle du Japon (deuxième économie mondiale) et plus de quatre fois celle de la Chine, un pays qui se considère comme le principal candidat à la succession de l'Amérique comme numéro 1 mondial.

La prédominance économique de l'Amérique n'empêchera pas le déclin de sa puissance, si les Etats-Unis ne mettent pas cette richesse au service de leur puissance, précisément. Rester la première puissance mondiale exigera notamment :

- d'abord, de maintenir la domination américaine dans les budgets et les équipements militaires ;
- ensuite, d'avoir une politique étrangère défendant clairement les intérêts de l'Amérique et de ses alliés contre ceux de ses rivaux et de ses ennemis.

Pour que ces deux conditions restent réunies, il faut que les Etats-Unis disposent librement des ressources budgétaires nécessaires à financer leur armée et leur politique étrangère. Autrement dit, il ne suffit pas d'être riche. Encore faut-il :

- **ne pas avoir consacré tout son argent à des dépenses qui n'augmentent pas la puissance américaine ;**
- **et ne pas dépendre de puissances rivales ou hostiles pour financer son train de vie.**

Selon ces deux critères, l'Amérique s'était engagée, sous le Président Bush, sur une mauvaise voie. Alors que le Président Clinton avait rétabli un excédent du budget fédéral à la fin de son deuxième mandat (de 1998 à 2000), Bush créa des déficits structurels qui, récession aidant, atteignirent 455 milliards de dollars en 2008 (soit 3,2 % de la richesse américaine [mais non, du revenu]).

Certes, ce n'était pas un record : le déficit avait atteint 6 % de la richesse nationale en 1983. De plus, une partie de ce déficit était dû au coût des guerres d'Irak et d'Afghanistan, deux opérations qui confortent la puissance américaine, puisqu'elles imposent leur présence militaire à l'étranger et sont l'occasion, pour l'armée, d'améliorer ses compétences au combat.

Cependant, l'accumulation des déficits réduit mécaniquement l'indépendance réelle – et donc la puissance – des Etats-Unis. Une part importante de la dette américaine est détenue par des pays qui se voient, d'une manière ou d'une autre, comme des rivaux de l'Amérique.

D'après les statistiques du Trésor américain, la Chine, à elle seule, détient près du quart de la dette américaine. Si on ajoute la dette détenue par des investisseurs russes et dans les pays de l'OPEP, c'est presque le tiers de la dette totale qui se situe dans des régions du monde dont les intérêts stratégiques ne sont (généralement) pas les mêmes que ceux des Etats-Unis.

Détenir la dette américaine donne une influence aux prêteurs sur la politique étrangère des Etats-Unis, car ils peuvent menacer l'Amérique d'une crise financière s'ils retirent leur soutien [et perdre leur investissement ?]. En particulier, la forte augmentation du déficit américain à la fin de l'ère Bush s'est accompagnée d'une réduction très sensible des critiques américaines contre les violations systématiques des droits de l'homme par la Chine.

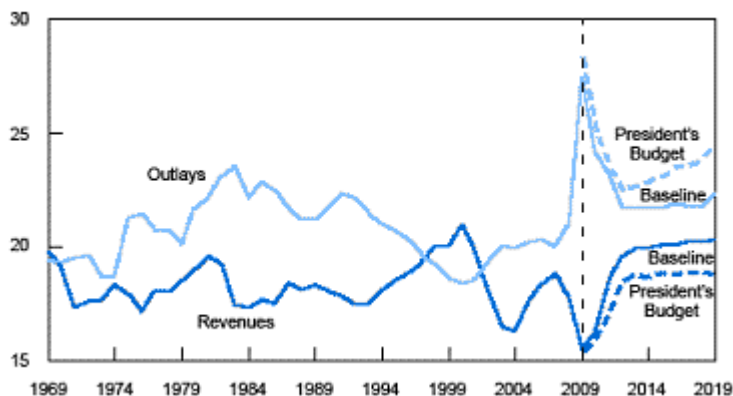
La perte de puissance américaine due au déficit était donc déjà sensible sous Bush, mais elle risque d'être encore bien plus grave sous Obama.

Le nouveau Président avait fait campagne sur un programme de « responsabilité budgétaire », et critiqué Bush pour le montant de ses déficits. Mais – dans un de ces retournements qui lui sont chers et dont le monde ferait mieux de prendre l'habitude – il

lança dès son arrivée au pouvoir, une politique exactement contraire à ses déclarations. [on appelle ça "un tricheur"]

L'année 2009, premier budget du Président Obama, va vraisemblablement connaître un déficit de plus de 1700 milliards de dollars, soit plus de 13 pour cent de l'économie américaine et plus de quatre fois le plus mauvais résultat du Président Bush.

Une partie du problème vient certes de la mauvaise situation économique et de dépenses lancées avant son départ par le Président Bush – en particulier, le premier plan de soutien aux banques de 700 milliards de dollars, décidé à l'automne 2008. Mais Obama a ouvertement décidé d'aggraver encore la situation, en lançant un deuxième plan de soutien aux banques ; en faisant adopter, en février dernier, un plan de dépenses exceptionnelles baptisé « stimulus » ; en venant au secours de l'industrie automobile en crise au lieu de laisser les juges de la banqueroute décider de son avenir ; et en annonçant une vaste réforme du système de santé, qui transfèrera progressivement aux contribuables la plus grande partie du coût de cette industrie.



Histoire budgétaire des États-Unis, et prévision (*Congressional Budget Office*)

D'après les prédictions officielles du bureau du budget du Congrès (*CBO* en anglais), l'explosion du déficit en 2009 devrait s'accompagner d'une certaine accalmie dans les années suivantes.

Cependant, l'impact des décisions budgétaires d'Obama (*President's Budget* dans le graphique ci-dessus) sera bien d'aggraver le déficit relativement à ce qu'il aurait été avec une politique budgétaire neutre (*Baseline*).

La conséquence des politiques d'Obama serait bien, d'après cette analyse, d'imposer aux États-Unis un déficit annuel supérieur à 5 ou 6 pour cent de leur [produit] national, chaque année, pendant au moins une décennie.

De plus, les prévisions budgétaires du *CBO*, dominé par le parti Démocrate, sont presque certainement trop optimistes sur les années d'après 2009.

Le CBO prévoit, en particulier, que les programmes sociaux obligatoires (retraites, soins de santé des pauvres et des personnes âgées) auront un coût constant, hors inflation, pendant toute la période. L'histoire montre cependant que le coût de ces programmes a toujours augmenté ; Obama n'a présenté aucun plan crédible pour modifier cette tendance.

Les experts du Congrès ont aussi fait l'hypothèse que les dépenses « exceptionnelles » de la loi sur le stimulus seront bien supprimées quand elles viendront à expiration. C'est mal connaître les administrations publiques : on peut parier que les bénéficiaires de ces dépenses se battront énergiquement pour les faire reconduire, et qu'ils gagneront cette bataille dans au moins une partie des cas.

Enfin et surtout, les prévisions du CBO ne comprennent aucun des plans de dépense du Président qui n'a pas encore fait l'objet d'une loi. Or, l'une des principales priorités d'Obama est d'imposer une réforme du système de santé, dont le coût supplémentaire est estimé, sur dix ans, à au moins 1600 milliards de dollars.

Obama a, certes, annoncé que ce surcoût sera compensé par une gestion plus efficace des dépenses de santé. Mais en l'absence de plan précis – et vu l'échec systématique de ce type de plan d'économies dans le passé – on peut légitimement accueillir cette annonce avec un certain scepticisme.

Il est aujourd'hui tout à fait possible que les Etats-Unis soient déjà lancés sur une pente qui les conduira à emprunter chaque année plus de 10 % de leur richesse nationale, pendant au moins une décennie. Si cela se produit, on peut en attendre les conséquences suivantes :

- **La puissance américaine diminuera. La plupart des nouvelles dépenses sont des dépenses civiles internes, qui n'améliorent en rien l'influence de l'Amérique dans le monde et consomment des ressources qui ne sont plus disponibles pour l'armée et la diplomatie ;**
- **La dépendance envers les pays créditeurs s'aggravera. Après une décennie, ou peut-être avant cela, la Chine pourrait, par exemple, décider d'envahir Taiwan sans risquer de réaction militaire des Américains, trop soucieux d'éviter l'effondrement financier qui accompagnerait une interruption des financements chinois ; [elle est déjà en bonne voie]**
- **L'inflation reviendra en Amérique avec le retour de la croissance. La combinaison de dépenses publiques élevées, d'une activité économique revenue à la normale et d'un fort endettement créera de la concurrence entre les projets de dépense, ce qui fera monter les prix ;**
- **Après quelques années – puisqu'il faut bien payer cette dette – les impôts des Américains augmenteront fortement. Le plan initial d'Obama était d'utiliser la taxation du CO² pour obtenir des nouvelles ressources. Maintenant que ce projet est compromis, il sera sans doute remplacé par une forte augmentation de l'impôt sur les revenus et sur les profits des entreprises. On verra, pour la première fois, une**

partie des très hauts salaires américains quitter le pays pour des raisons purement fiscales.

Toutes ces conséquences, bien sûr, ne se produiront que si le Président Obama ne change pas radicalement de politique, ce qui serait tout à fait possible.

D'ores et déjà, Obama a repris à son compte tous les aspects de la politique de sécurité intérieure de Bush, que les Démocrates avaient passé huit ans à dénoncer comme des crimes contre l'humanité : présence des troupes en Irak, écoutes sans mandat judiciaire de certains citoyens américains, internement de terroristes à Guantanamo, livraison de suspects à des puissances étrangères dans le but explicite de les faire parler sous la torture.

Les Européens, qui protestaient eux aussi contre ces pratiques, se sont rangés sans difficulté à l'opinion Démocrate, qui veut que tout cela soit finalement acceptable « dans certaines circonstances ». Ces circonstances, bien sûr, sont définies par : « lorsque le Président est Démocrate ».

Obama est également en train de renoncer à son plan de taxer le carbone pour sauver la planète. Il n'y aurait donc rien d'impossible à ce qu'il abandonne, de la même manière, son plan de réforme du système de santé. Ce n'est pas que ce plan soit sans importance pour lui et pour la vaste industrie de ses adulateurs ; mais il ne sera jamais aussi important que l'objectif de garder le pouvoir dans des mains Démocrates.

A ce jour, cependant, il n'y a pas de signe clair que l'augmentation permanente du déficit américain soit sur le point d'être abandonnée par l'administration Obama. A moins d'un nouveau revirement du Président, le monde doit donc se préparer aux conséquences d'une Amérique de plus en plus endettée et de moins en moins puissante.
